

Il n'y a pas vingt minutes, le sénateur MacDonald a demandé au sénateur Austin combien d'électeurs avaient voté en faveur du libre-échange aux dernières élections. Je rappelle au sénateur MacDonald que, dans les Territoires du Nord-Ouest, la totalité de l'électorat a voté contre le libre-échange puisque nos deux députés sont libéraux.

Des voix: Bravo!

Le sénateur Adams: Le Nord n'est pas aussi densément peuplé que le reste du Canada, mais il représente environ la moitié du territoire canadien et nos autochtones y habitent depuis des millénaires. Peut-être pourrions-nous, une fois l'Accord de libre-échange en vigueur, faire avancer nos revendications territoriales, étant donné surtout l'Accord du lac Meech. Il se peut même que les Américains s'emparent de notre territoire et que ce soit à eux que nous ayons affaire.

Depuis que les discussions relatives au libre-échange ont commencé l'été passé, nous avons assisté à une augmentation des exercices militaires dans l'Arctique, qui est situé entre les deux superpuissances que sont l'Union Soviétique et les États-Unis. La présence accrue des militaires dans l'Arctique nous cause évidemment du souci. Nous savons que nos forces armées ne sont pas assez importantes pour nous défendre en cas de conflit avec l'URSS. Voilà pourquoi les États-Unis et le Canada semblent décider qu'à l'avenir, l'Arctique pourra constituer une zone de guerre à cause de sa faible population.

● (1700)

Je vis à Ottawa depuis 12 ans maintenant. Dans le Nord, nous n'avons pas de lignes de démarcation. Les gens sont libres d'aller où ils veulent. C'est ainsi qu'ils survivent. Les habitants du Sud ont leur propre terrain, de 60 sur 100 pieds par exemple, et disent: «C'est ma propriété.» Quand on vit dans le Nord, on va partout sans se demander à qui la terre appartient. On peut aller où on veut. Certains disent qu'à l'avenir, avec le libre-échange, nous devons ouvrir nos terres de l'Arctique à l'exploitation minière. Comme un honorable sénateur vient tout juste de le dire: «Ils ont leur propre pays, le plus grand du monde.» Même le gouvernement du Canada ne connaît pas vraiment l'importance de nos réserves énergétiques dans les Territoires du Nord-Ouest. Nous en avons beaucoup et avons aussi des terrains miniers. Nous avons également la pêche et nous espérons avoir du tourisme à l'avenir. Nous n'avons pas chez nous les problèmes de pollution que connaissent le reste du Canada et les États-Unis. Nous comprenons, du moins je l'espère, que nous avons un pays.

Je fais partie du Comité de l'énergie depuis ma nomination au Sénat. Je comprends un peu les problèmes que les pénuries d'énergie posent aux États-Unis. D'après le sénateur MacEachen, rien dans le projet de loi C-2 ne peut empêcher les Américains de puiser dans nos ressources énergétiques. Dans l'Arctique supérieur, nous avons les plus grandes réserves de gaz naturel au monde et nous les avons à peine effleurées il y a dix ans. Nous gardons le gaz là depuis 15 ans. A l'avenir, après l'adoption de l'Accord de libre-échange, les Américains pourront en prendre autant qu'ils en voudront. J'ai vu la région de la mer de Beaufort et j'ai vu ce qui s'est passé les trois ou quatre dernières années depuis que le nouveau gouvernement a pris le pouvoir. Nous avons perdu beaucoup d'emplois dans le secteur de la prospection. D'après le sénateur Murray, au cours des dix prochaines années, deux millions de nouveaux

emplois seront créés au Canada. Dix ans, c'est trop loin pour pouvoir prédire si les Canadiens trouveront un emploi ou non. Depuis qu'on parle de libre-échange, nous avons déjà perdu 2 000 ou 3 000 emplois, surtout en Ontario et au Québec.

Je me joins aux autres orateurs que le libre-échange inquiète et qui se posent des questions sur la survie de notre pays. J'espère que le gouvernement saura prendre les mesures nécessaires pour que nos prochaines négociations avec les Américains se fassent correctement et sans erreurs.

Je voudrais raconter une petite histoire. En 1942, c'était la guerre et je n'avais alors que huit ans. Je me trouvais dans une base où l'armée américaine entraînait des chiens. C'était très intéressant. Ils faisaient des pistes en se servant d'attelages de chiens et travaillaient avec des explosifs ou des bombes. Ils voulaient entraîner les chiens pour les utiliser en Europe. L'entraînement se poursuivait le jour et la nuit. A ce moment, lorsque j'intervenais, j'avais l'impression de représenter mon pays. On ne se sert plus des attelages de chiens aujourd'hui; on ne s'en servira plus compte tenu des techniques modernes. Si la guerre éclatait aujourd'hui, personne ne songerait à y recourir. Entre 1942 et 1945, j'ai entraîné des chiens pour la guerre en Europe. J'espère que, si la Troisième Guerre mondiale éclate, nous ne serons pas au cœur du conflit.

Les Inuit que je représente sont inquiets au sujet du libre-échange. Ils craignent que les Américains ne mettent la main sur les richesses de l'Arctique, notamment sur ses eaux non polluées.

J'espère que l'Accord de libre-échange sera au moins avantageux pour nous et pas seulement pour les Américains.

L'honorable Hazen Argue: Honorables sénateurs, je tiens à participer brièvement à ce débat. Je dois dire tout d'abord que j'ai écouté très attentivement le discours du sénateur Murray. J'ai aussi écouté le discours de mon chef, le sénateur MacEachen, qui était d'une très grande portée. C'est le genre de document qui contient assez de données pour servir d'ouvrage de référence aux personnes qui étudient les divers aspects de cet accord commercial dont nous sommes saisis.

Si vous le permettez, je tiens à prendre la parole cet après-midi en tant que sénateur, agriculteur et citoyen de l'Ouest qui a, je crois, une certaine connaissance de la culture des céréales au Canada et de nos réalisations dans ce domaine au fil des années.

● (1710)

A mon avis, le secteur des céréales au Canada est l'une des plus grandes réussites économiques de notre temps. Ces dernières années, les exportations canadiennes de céréales se sont maintenues au deuxième rang comme source de devises étrangères. Les Américains se plaignent depuis un certain nombre d'années que leur part du marché international des céréales diminue, alors que la part des Canadiens, particulièrement en ce qui concerne le blé et l'orge, a augmenté de façon régulière. Je crois que cela en dit long sur l'efficacité du système que nous avons actuellement.

L'autre jour, j'ai parlé à un agriculteur qui produit du colza. Il a dit: «Hazen, à mon avis, la Commission canadienne du blé a eu beaucoup plus de succès avec les exportations de blé que nous n'en avons eu avec nos exportations de colza.» Je lui ai demandé comment cela se faisait. Il m'a répondu: «Nous produisons du colza au Canada depuis de nombreuses années,